

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1926.

PROJET DE LOI RELATIF A LA PROTECTION DES APPELLATIONS D'ORIGINE DES VINS ET EAUX-DE-VIE

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Par l'article 6 du *modus vivendi* commercial conclu le 4 avril 1925 entre l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et la France, chacune des Hautes Parties Contractantes s'est engagée à « prendre des mesures législatives et administratives en vue de réprimer l'emploi de fausses indications de provenance des produits vinicoles, pour autant qu'ils soient originaires de l'une ou de l'autre des Hautes Parties Contractantes ».

Des engagements analogues sont sur le point d'être pris par la Belgique envers d'autres pays producteurs de vin et que préoccupe l'usage abusif que l'on fait parfois des appellations régionales propres à certaines espèces, à certains crus.

Sans doute la législation belge, dans son état actuel, n'est-elle pas dépourvue de sanctions à l'égard des fraudeurs. Notre Code pénal contient, en ses articles 498, 500 à 503, 561, 3°, des dispositions punissant celui qui trompe l'acheteur sur la nature ou l'origine de la chose vendue ou celui qui falsifie des boissons propres à l'alimentation, vend, débite ou expose en vente des boissons ainsi falsifiées. La viticulture étrangère trouve également une protection contre la fraude dans la loi du 4 août 1890 relative à la falsification des denrées alimentaires et dans un arrêté d'exécution du 28 novembre 1899 portant réglementation de la préparation et du commerce des vins et boissons vineuses. Notre loi sur les marques de fabrique constitue également une protection sérieuse. Signalons enfin qu'à côté de ces sanctions, de caractère pénal, les articles 1382 et suivants du Code civil donnent aux viticulteurs lésés par l'emploi abusif d'appellations réservées à leurs produits, une action civile en dommage et intérêts contre l'auteur du dommage.

Mais tout cela est apparu insuffisant dans la pratique.

Il s'agit à présent d'empêcher l'emploi abusif d'appellations d'origine même dans le cas où acheteur et vendeur des produits indument nommés se trouvent tacitement d'accord, l'un pour vendre, l'autre pour acquérir le produit sous son appellation inexacte moyennant paiement d'un prix moindre que celui auquel se vend le produit ayant droit à la dénomination.

En pareil cas, il n'y a pas en réalité tromperie du vendeur envers l'acheteur; il n'y a pas davantage emploi abusif de la marque de commerce appartenant à autrui, fait puni de peines sévères, et dont la victime aurait aisément réparation dans l'état actuel de notre droit; il n'y a pas même emploi frauduleux du nom commercial d'autrui.

L'élément illicite, c'est l'emploi non justifié du nom d'une région ou d'une localité, que le droit moderne considère comme étant la propriété collective des producteurs de cette région ou de cette localité. Un emploi abusif de ces appellations d'origine pour des produits de valeur secondaire déprécie les produits authentiques et porte ainsi préjudice aux ayants droit véritables; dès lors, il importe que ceux-ci puissent mettre fin à semblable pratique et même en demander réparation.

Une législation générale sur la matière, s'appliquant à tous les produits indistinctement serait certainement souhaitable et devra être mise à l'étude dans un avenir prochain.

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation marque une étape dans cette voie, pour des produits au sujet desquels les réclamations de l'étranger étaient devenues particulièrement pressantes et dont la fraude est plus difficile à déceler.

En effet, le chimiste mis en présence d'un échantillon de vin déterminé, constituant bien le produit de la fermentation alcoolique du jus ou moût de raisin frais, suivant la définition de l'article 1^{er} de l'Arrêté royal du 28 novembre 1899, sera dans l'impossibilité d'en déterminer par l'analyse la provenance réelle.

La loi est donc nécessaire; mais elle doit être prudente, ne pas établir de règles qui seraient pratiquement inexécutables, tenir compte aussi que nous sommes sur un terrain où l'éducation du commerçant est encore à faire.

Telles sont les considérations dont le Gouvernement s'est inspiré dans la préparation du projet de loi.

Voici, succinctement exposée, l'économie de ce projet.

ARTICLE PREMIER.

L'article 1^{er} définit ce qu'il faut entendre par appellations d'origine. Il prévoit leur notification au Gouvernement belge par le Gouvernement intéressé et leur publication par la voie du *Moniteur*.

ART. 2.

a) L'article 2 dispose que constitue l'usurpation de l'appellation définie à l'article 1^{er} le fait de s'attribuer abusivement une appellation d'origine. Il prévoit spécialement que constitue une usurpation abusive le fait qui consiste à employer des moyens d'aboutir à une usurpation indirecte, en masquant la fraude par l'usage de certains mots tels que « façon », « type », « genre » ou autres.

b) Il énumère ensuite certains faits ou certaines manières d'agir qui doivent faire seulement présumer qu'il y a usurpation.

c) Il dispose enfin que l'usurpation donnera naissance à une action en cassation, et il ouvre cette action à toute personne physique ou morale qui prétendra que l'appellation est appliquée à son préjudice direct ou indirect.

Il était souhaitable de prévoir, dans le texte de la loi, le préjudice indirect, pour empêcher que l'action puisse être contestée pour défaut d'intérêt quand les syndicats ou groupements professionnels se substituent aux personnes individuelles en vue de défendre à leur place les intérêts collectifs de la profession, en dehors même de toute préoccupation ou de toute recherche d'intérêts individuels.

Bien que la jurisprudence, tant en France qu'en Belgique, accorde très largement aujourd'hui le droit de poursuite à la personne morale, ce point étant demeuré longtemps incertain, il a paru préférable de le trancher ici par un texte.

L'action en cassation engendrée par le projet de loi ci-joint est accordée à quiconque a été l'objet d'un empiètement critiquable. Mais, il va de soi, que le préjudicié a, en outre, l'action civile en dommages-intérêts de droit commun qui lui reste naturellement ouverte. L'une est sans préjudice de l'autre; les deux actions peuvent se cumuler ou être introduites indépendamment l'une de l'autre au gré des intéressés. L'une aura pour effet de faire cesser l'usurpation, l'autre d'assurer la réparation du préjudice subi.

ART. 3 et 4.

Les articles 3 et 4 visent le droit d'intervention dans l'instance et disposent que l'action est erga omnes.

Pour assurer vis-à-vis des tiers la propriété collective que forme l'appellation, le projet établit l'autorité absolue des jugements et arrêts définitifs qui vaudront à l'égard de tous ceux qui ont droit à l'appellation.

Il fallait empêcher l'excès de procès; mais il convenait, dès lors, que l'on croyait devoir limiter les procès, de faire en sorte que ceux qui n'y sont pas partie aient eu toute facilité pour y intervenir. Une autre raison devait y inviter encore, celle de rendre difficile la collusion entre un demandeur et un défendeur. C'est pourquoi l'article 3 a assuré un droit d'intervention largement compris.

ART. 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, empruntés à la législation sur les brevets d'invention et le droit de propriété littéraire et artistique, permettent la saisie, la réglementent et la font, le cas échéant, aboutir à la confiscation. Comme ces deux lois, le projet prévoit l'action civile avec faculté de saisie, de confiscation, et avec compétence du tribunal du domicile du défendeur, sauf en cas de saisie, auquel cas le tribunal compétent est celui du ressort où a lieu la saisie.

L'article 5, alinéa 2, prévoit que la requête devra contenir élection de domicile dans la commune où l'attribution abusive a eu lieu.

Le plaignant sera, en effet, souvent domicilié loin de cet endroit; or, il est à désirer que le défenseur puisse aisément se défendre. L'élection de domicile sera spécialement utile pour faciliter les assignations en référé et les significations nécessitées par le règlement des incidents.

L'article 10 prévoit l'affichage de la décision définitive et sa publication par la voie des journaux.

ART. 11.

L'article 11 donne compétence aux tribunaux de commerce. Il faut remarquer

qu'en matière de brevets et de droits d'auteur, les tribunaux civils sont compétents à l'exclusion des tribunaux de commerce. On a préféré donner ici compétence aux tribunaux de commerce en raison de la simplicité et de la célérité de leur procédure, comme en raison de la connaissance spéciale qu'a le juge de commerce des faits et procédés de commerce. On pourrait d'ailleurs invoquer de sérieux motifs pour montrer que le choix de la juridiction des tribunaux consulaires n'est pas dérogaire aux principes.

ART. 12.

L'article 12 dispose qu'un arrêté royal déterminera la forme, les conditions et le coût des publications à faire par le *Moniteur* en vertu de l'article 4 qui ordonne la publication sommaire des jugements et arrêts définitifs par le *Moniteur*.

Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,
H. JASPAR.

Le Ministre des Affaires étrangères,
ÉM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,
PAUL HYMANS.

Le Ministre des Finances et Ministre des Colonies,
BON M. HOUTART.

Le Ministre de l'Agriculture et Ministre des Travaux publics,
H. BAELS.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail et de la Prévoyance sociale,
J. WAUTERS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JUNI 1926.

WETSONTWERP AANGAANDE DE BESCHEMING DER BENAMINGEN VAN OORSPRONG VAN WIJNEN EN BRANDEWIJNEN.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Door artikel 6 van het commercieele *modus vivendi*, op 4 April 1925 tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Frankrijk gesloten, heeft elke der Hooge Verdragsluitende Partijen er zich toe verbonden « wettelijke en administratieve maatregelen te nemen ten einde het gebruik van valsche aanduidingen van herkomst van producten van den wijnbouw, voor zóover zij afkomstig zijn uit de eene of de andere der Hooge Verdragsluitende Partijen, tegen te gaan ».

Dergelijke verbintenissen zijn op het punt door België aangegaan te worden tegenover andere landen die wijn voortbrengen en welke zich bezorgd maken over het wederrechtelijk gebruik dat soms gemaakt wordt van gewestelijke benamingen eigen aan zekere soorten en aan zekere gewassen.

Wel zijn er in de Belgische wetgeving, in haren huidigen staat sancties te vinden tegenover de bedriegers. Ons Strafwetboek bevat in zijn artikels 498, 500 tot 503, 561 3° bepalingen tot bestraffing van dengene die den kooper bedriegt aangaande den aard, of den oorsprong van het verkochte of dengene die dranken vervalscht welke bruikbaar zijn als voedingsmiddel en aldus vervalschte dranken verkoopt, slijt of te koop stelt. De buitenlandsche wijnbouw vindt eveneens eene bescherming tegen het bedrog in de wet van 4 Augustus 1890 aangaande de vervalsching van eetwaren en in een besluit tot uitvoering van 28 November 1899 tot regeling van de bereiding van en den handel in wijnen en soortgelijke dranken. Onze wet op de fabrieksmerken biedt eveneens eene ernstige bescherming. Laten wij eindelijk aanstippen dat buiten deze strafbepalingen, de artikels 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek aan de wijnbouwers die door het wederrechtelijk gebruik van aan hunne producten voorbehouden benamingen benadeeld zijn, het recht verleen en eene burgerlijke rechtsvordering tot schadevergoeding tegen den dader der schade in te stellen.

Dit alles is echter in de praktijk onvoldoende gebleken.

Het gaat er thans om het wederrechtelijk gebruik van benamingen van oorsprong te verhinderen zelfs in het geval waarin kooper en verkoper der

onrechtmatig benaamde producten stilzwijgend akkoord zijn, de eene om het product te koopen, de andere om het te verkoopen onder zijne onjuiste benaming mits betaling van een kleineren prijs dan dien waartegen het product dat op de gebruikte benaming recht heeft, verkocht wordt.

In dergelijk geval bestaat er eigenlijk geen bedrog van den koper door den verkoper; evenmin bestaat er wederrechtelijk gebruik van eens anders handelsmerk welk feit streng gestraft wordt, en waarvan het slachtoffer in den tegenwoordigen staat van ons Recht gemakkelijk herstel zou krijgen; er bestaat zelfs geen bedriegelijk gebruik van eens anders handelsnaam.

Het ongeoorloofde in deze zaak is het niet-gewettigd gebruik van den naam van een gewest of van eene plaats, welke door het moderne recht beschouwd wordt als zijnde het gezamenlijk eigendom van de voortbrengers van dit gewest of van deze plaats. Een wederrechtelijk gebruik van deze benamingen van oorsprong voor producten van mindere soort vermindert de waarde der echte producten en benadeeligt aldus de ware rechthebbenden; daarom is het noodig dat laatstgenoemden een einde aan dergelijke praktijk kunnen stellen en er zelfs herstel van vragen.

Eene algemeene wetgeving over dit onderwerp, toepasselijk op alle producten zonder onderscheid, ware zeker wenschelijk en zal binnen afzienbaren tijd ter studie moeten gelegd worden.

Het wetsontwerp dat wij de eer hebben aan uwe goedkeuring te onderwerpen is een stap in deze richting, voor producten waaromtrent het buitenland steeds dringender klachten uitgebracht had en waarvan het bedrog moeilijker te ontdekken is.

Immers de scheikundige die voor een monster van bepaalden wijn gesteld wordt, die wel degelijk het product uitmaakt der alcoholische gisting van het sap of den most van verse druiven, volgens de bepaling van artikel 1 van het Koninklijk besluit van 28 November 1899, zal in de onmogelijkheid verkeerden door ontleding de echte herkomst er van te bepalen.

De wet is dus noodzakelijk; zij moet echter voorzichtig zijn; geen regelen vaststellen die in de praktijk onuitvoerbaar zouden zijn en rekening houden met het feit dat men zich op een terrein bevindt waar de opleiding van den handelaar nog te maken is.

Dit zijn de beweegredenen die de Regeering geleid hebben bij het opmaken van het wetsontwerp.

Zichier, in 't kort uitgelegd, de economie van dit ontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1 bepaalt wat er dient verstaan door benamingen van oorsprong. Het voorziet dat zij door de belanghebbende Regeering ter kennis der Belgische Regeering zullen gebracht en door den *Moniteur* zullen bekendgemaakt worden.

ART. 2.

Artikel 2 schrijft voor dat de toeëigening der benaming bepaald in artikel 1, bestaat in het feit van zich op wederrechtelijke wijze eene benaming van oorsprong toe te eigenen. Het voorziet in het bijzonder dat er eene wederrechtelijke toeëigening bestaat in het feit van middelen aan te wenden om tot eene onrechtstreeksche toeëigening te komen door het bedrog te verbergen door het gebruik van zekere woorden zooals « *façon* », « *type* », « *soort* » of andere.

b) Het somt vervolgens zekere feiten of zekere handelwijzen op die enkel moeten doen vermoeden dat er toeëigening bestaat;

c) Het bepaalt ten slotte dat de toeëigening aanleiding zal geven tot eene rechtsvordering tot ophouding en het kent deze rechtsvordering toe aan iederen lichamelijken of zedelijken persoon die zal beweren dat de benaming tot zijne rechtstreeksche of onrechtstreeksche schade wordt gebruikt.

Het was wenschelijk, in den tekst der wet de onrechtstreeksche schade te voorzien, om te beletten dat de rechtsvordering zou kunnen betwist worden voor gebrek aan belang wanneer de syndicaten of vakverenigingen zich in de plaats stellen van individueele personen ten einde in hunne plaats de gezamenlijke belangen van het beroep te verdedigen, zelfs buiten elke bezorgdheid om persoonlijke belangen of elke najaging daarvan.

Ofschoon de jurisprudentie, zoowel in Frankrijk als in België thans zeer gemakkelijk het recht van vervolging aan den zedelijken persoon verleent, maar aangezien dit punt langen tijd onzeker is gebleven, is het verkieslijk gebleken het hier door middel van een tekst op te lossen.

De rechtsvordering tot ophouding door het bijgaande wetsontwerp in het leven geroepen, wordt toegestaan aan alwie door een aanvechtbare toeëigening benadeeld werd. Maar het spreekt vanzelf dat de benadeelde persoon bovendien zijn toevlucht kan nemen tot de gemeenrechtelijke burgerlijke rechtsvordering tot schadevergoeding, die voor hem natuurlijk open blijft. De eene doet geene afbreuk aan de andere; beide rechtsvorderingen mogen, naar believen van de belanghebbenden, samen of afzonderlijk ingesteld worden. De eene zal als uitwerksel hebben de wederrechtelijke toeëigening te doen ophouden, de andere de geleden schade te doen vergoeden.

ART. 3 en 4.

Artikels 3 en 4 beoogen het recht van voeging in het geding en bepalen dat de rechtsvordering « erga omnes » is.

Ten einde het gezamenlijke eigendom, dat in de benaming gelegen is, ten opzichte der derden te verzekeren, stelt het ontwerp het absolute gezag vast der eindvonnissen en -arresten die zullen gelden ten opzichte van al de personen die op de benaming recht hebben.

Een overdreven aantal processen diende te worden belet; maar indien men meende het aantal processen te moeten beperken, diende men er voor te zorgen dat de personen, die er geene partij bij zijn, alle gemak hadden zich in het geding te voegen. Nog eene andere reden moest daartoe aanzetten, deze namelijk die bestaat in het moeilijk maken van geheime verstandhouding tusschen een eischer en een verweerder. Daarom heeft artikel 3 een ruim opgevat recht van voeging verzekerd.

ART. 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Artikels 5, 6, 7, 8, 9, 10, ontleend aan de wetten op de uitvindingsbrevetten en op den letterkundigen en kunsteigendom laten de inbeslagneming toe, regelen ze en laten ze, in voorkomend geval, uitkomen op verbeurdverklaring. Zooals deze twee wetten, voorziet het ontwerp de burgerlijke rechtsvordering met recht van inbeslagneming, van verbeurdverklaring, en met bevoegdheid van de rechtbank der woonplaats van den verweerder, uitgenomen in geval van

inbeslagneming, in welk geval de bevoegde rechtbank deze is van het ressort waarin de inbeslagneming is geschied.

Artikel 5, alinea 2, voorziet dat het verzoekschrift keuze van woonplaats moet bevatten in de gemeente waar de wederrechtelijke toekenning heeft plaats gehad.

De eischer zal inderdaad dikwijls ver van deze plaats woonachtig zijn; nu is het wenschelijk dat de verweerder zich gemakkelijk kunne verdedigen. De keuze van woonplaats zal inzonderheid nuttig zijn om de dagvaarding en tot kortgeding en de beteekenningen noodig gemaakt door de regeling der tusschengeschillen te vergemakkelijken.

Artikel 10 voorziet de aanplakking van de eindbeslissing en de bekendmaking daarvan door de dagbladen.

ART. 11.

Artikel 11 verleent bevoegdheid aan de handelsrechtbanken. Er valt op te merken dat in zake brevetten en auteursrechten, de burgerlijke rechtbanken, met uitsluiting der handelsrechtbanken, bevoegd zijn. Men heeft verkozen hier bevoegdheid te verleenen aan de handelsrechtbanken, om reden van de eenvoudigheid en de vlugheid hunner procedure, alsook om reden van de bijzondere kennis die de handelsrechter in zake handelsfeiten en praktijken bezit. Men zou trouwens gegronde redenen kunnen invoeren om aan te toonen dat de kens van de rechtsmacht der handelsrechtbanken geen inbreuk maakt op de beginselen.

ART. 12.

Artikel 12 bepaalt dat een Koninklijk besluit den vorm, de voorwaarden en den prijs zal vaststellen der bekendmakingen te doen door den *Moniteur* krachtens artikel 4 waarbij wordt voorgeschreven dat de eindvonnissen en arresten op beknopte wijze door den *Moniteur* moeten bekendgemaakt worden.

De Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volkgezondheid,

HENRI JASPAR.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

De Minister van Justitie,

HYMANS.

De Minister van Financiën en Minister van Koloniën,

Baron HOUTART.

De Minister van Landbouw en Minister van Openbare Werken,

H. BAELS.

De Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg,

J. WAUTERS.

CHAMBRE
des Représentants.**KAMER**
der Volksvertegenwoordigers.

**Projet de loi relatif à la protection
des appellations d'origine des vins
et eaux-de-vie.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène; de Notre Ministre des Affaires Étrangères; de Notre Ministre de la Justice; de Notre Ministre des Finances; de Notre Ministre de l'Agriculture et de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène; Notre Ministre des Affaires Étrangères; Notre Ministre de la Justice; Notre Ministre des Finances; Notre Ministre de l'Agriculture et Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale présenteront, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

En ce qui concerne les vins et les eaux de vie, sont considérées comme appellations d'origine celles qui auront été notifiées au Gouvernement belge par les Gouvernements intéressés, comme étant des appellations d'origine officiellement et définitivement adoptées.

**Wetsontwerp aangaande de bescher-
ming der benamingen van oorsprong
van wijnen en brandewijnen.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid; van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken; van Onzen Minister van Justitie; van Onzen Minister van Financiën; van Onzen Minister van Landbouw en van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid; Onze Minister van Buitenlandsche Zaken; Onze Minister van Justitie; Onze Minister van Financiën; Onze Minister van Landbouw en Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg zullen in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp voorleggen, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Wat de wijnen en brandewijnen betreft, worden als benamingen van oorsprong beschouwd diegene die door de belanghebbende Regeeringen ter kennis van de Belgische Regeering zullen gebracht zijn als zijnde officieel en definitief aangenomen benamingen van oorsprong.

Toute appellation d'origine adoptée devra avoir été signalée par la voie du *Moniteur Belge*.

ART. 2.

L'attribution abusive d'une appellation d'origine à des vins ou eaux-de-vie à l'occasion de leur importation, de leur entreposage, de leur exportation, de leur fabrication, de leur circulation, de leur vente ou de leur mise en vente constitue l'usurpation d'appellation d'origine. L'adjonction de termes rectificatifs tels que « genre », « type », « façon », n'enlève pas le caractère d'usurpation à l'emploi d'une appellation d'origine.

Sont présumés, jusqu'à preuve du contraire, avoir usurpé une appellation d'origine :

1° Les propriétaires, viticulteurs ou commerçants qui offrent, exposent en vente ou ont vendu sous une appellation d'origine des vins ou des eaux-de-vie à des prix manifestement inférieurs au prix généralement adopté des vins et des eaux-de-vie connus sous cette appellation;

2° Ceux dont le nom ou l'adresse rappelle une appellation d'origine au point de provoquer la confusion, sauf lorsque le vendeur complète la mention de ses noms et adresse par l'indication précise et en caractères apparents de l'origine réelle des vins et des eaux-de-vie.

L'usurpation de l'appellation d'origine ouvre une action en justice à toute personne physique ou morale pour faire interdire l'usage de l'appellation d'origine lorsqu'elle prétendra que cette appellation est appliquée à son préjudice direct ou indirect.

Elke aangenomen benaming van oorsprong zal door den *Moniteur belge* moeten bekendgemaakt zijn.

ART. 2.

Het onrechtmatig toekennen van een benaming van oorsprong aan wijnen of brandewijnen ter gelegenheid van hun invoer, hun opslaan in stapelhuizen, hun uitvoer, hunne vervaardiging, hun vervoer, hun verkoop of hunne te koopstelling, maakt de wederrechtelijke toeëigening der benaming van oorsprong uit. Het toevoegen van verbeterende termen als « soort », « type », « façon » neemt aan het gebruik van eene benaming van oorsprong het karakter van wederrechtelijke toeëigening niet weg.

Worden vermoed totdat het bewijs van het tegendeel geleverd is, zich een benaming van oorsprong wederrechtelijk toegeëigend te hebben :

1° De eigenaars, wijnbouwers of handelaars die onder een benaming van oorsprong wijnen of brandewijnen aanbieden, te koop stellen of verkocht hebben aan klaarblijkelijk lagere prijzen dan de algemeen aangenomen prijs der onder deze benaming gekende wijnen en brandewijnen;

2° Degenen wier naam of adres aan een benaming van oorsprong doet denken in dier mate dat daardoor verwarring ontstaat, behalve wanneer de verkooper de vermelding van zijn naam en adres aanvult door op juiste wijze en in duidelijke letters den werkelijken oorsprong der wijnen of brandewijnen aan te geven.

De wederrechtelijke toeëigening van de benaming van oorsprong opent voor elken lichamelijken of zedelijken persoon eene rechtsvordering om het gebruik van de benaming van oorsprong te doen verbieden, wanneer hij zal beweren dat deze benaming tot zijne rechtstreeksche of onrechtstreeksche gebruikt wordt.

ART. 3.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra intervenir dans l'instance, même en degré d'appel.

ART. 4.

Le même fait, objet d'une décision judiciaire définitive, ne pourra donner ouverture à une instance nouvelle de la part des tiers, les jugements ou arrêts définitifs formant chose jugée à l'égard de tous ceux qui ont droit à l'appellation.

Les jugements ou arrêts définitifs seront sommairement publiés au *Moniteur Belge* aux frais de la partie succombante.

ART. 5.

Le Président pourra par ordonnance faire défense aux détenteurs des produits dont l'appellation est contestée de s'en dessaisir, permettre de constituer gardien, ou même les mettre sous scellés.

L'ordonnance sera rendue par appointment sur la requête contenant élection de domicile dans la commune où l'attribution abusive d'appellation d'origine a eu lieu; elle sera signifiée au défendeur.

ART. 6.

Les parties pourront être présentes à la saisie, si elles y ont été spécialement autorisées par le Président.

ART. 7.

Si les portes sont fermées ou si l'ouverture en est refusée, il sera opéré conformément à l'article 587 du Code de procédure civile.

ART. 3.

Elke belanghebbende lichamelijke of zedelijke persoon kan zich in het geding voegen, zelfs in hooger beroep.

ART. 4.

Een zelfde feit, dat het voorwerp van een gerechtelijke eindbeslissing is, kan geen aanleiding geven tot een nieuw geding vanwege derden, daar de eindvonnissen of arresten een gewijsde zaak uitmaken ten opzichte van al degenen die op de benaming recht hebben.

De eindvonnissen of arresten zullen in den *Moniteur belge*, op kosten van de verliezende partij, beknopt bekendgemaakt worden.

ART. 5.

De Voorzitter kan door een bevelschrift aan de houders van producten waarvan de benaming betwist wordt, verbieden er zich van te ontdoen, toelaten dat er een bewaarder voor gesteld worde of zelfs ze onder zegel leggen.

Het bevelschrift zal verleend worden door uitspraak op het verzoekschrift dat keuze van woonplaats bevat in de gemeente waar de wederrechtelijke toekenning van een benaming van oorsprong heeft plaats gehad; het zal aan den verweerder beteekend worden.

ART. 6.

De partijen zullen bij de inbeslag-neming aanwezig kunnen zijn, indien zij daartoe van den Voorzitter bijzondere toelating verkregen hebben.

ART. 7.

Indien de deuren gesloten zijn of indien geweigerd wordt ze te openen, zal er overeenkomstig artikel 587 van het Wetboek van Burgerlijke rechtspleging gehandeld worden.

ART. 8.

Si, dans le délai de huit jours à dater de la signification de l'ordonnance, le requérant n'a pas assigné le détenteur devant le tribunal dont le Président a rendu l'ordonnance, celle-ci cessera de plein droit ses effets, et le détenteur des produits et objets frappés par la saisie pourra réclamer la remise de l'original de la requête, de l'ordonnance et du procès-verbal de saisie, avec défense au requérant d'en faire usage et de les rendre publics, le tout sans préjudice des dommages-intérêts.

ART. 9.

Au cas où une saisie aura été ainsi pratiquée, le tribunal saisi de la demande statuera sur le sort de celle-ci et sur toutes les contestations auxquelles elle pourra donner lieu.

ART. 10.

Si les personnes contre lesquelles l'action est intentée ont agi sciemment, les tribunaux pourront prononcer la confiscation des produits, circulaires, avis, marques, document, etc., au profit du demandeur à compte ou à concurrence du préjudice subi.

Ils pourront aussi ordonner l'affichage de la décision à l'extérieur des installations de vente et ordonner la publication par la voie des journaux; le tout aux frais de ces personnes; ces mesures ne sont jamais exécutoires par provision.

ART. 11.

Les tribunaux de commerce sont dans

ART. 8.

Indien, binnen de acht dagen te rekenen van de beteekening van het bevelschrift, de verzoeker den houder niet gedagvaard heeft voor de rechtbank, welker Voorzitter het bevelschrift verleend heeft zal dit laatste van rechtswege ophouden zijne uitwerking te hebben en de houder der door de inbeslagneming getroffen producten en voorwerpen zal de overhandiging van het oorspronkelijk verzoekschrift, van het bevelschrift en van het proces-verbaal van inbeslagneming kunnen vorderen, met verbod aan den verzoeker er gebruik van te maken of ze bekend te maken, dit alles onverminderd de schadevergoeding.

ART. 9.

Ingeval eene inbeslagneming aldus zal uitgevoerd zijn, zal de rechtbank, waarbij het verzoek aanhangig is gemaakt, over het lot daarvan uitspraak doen alsmede over alle betwistingen die daaruit zullen kunnen voortspuiten.

ART. 10.

Indien de personen, waartegen de rechtsvordering is ingespannen wetens en willens gehandeld hebben, zullen de rechtbanken de verbeurdverklaring kunnen uitspreken van de producten, omzendbrieven, berichten, merken, documenten, enz., ten bate van den verzoeker op rekening of tot beloop van de geleden schade.

Zij zullen eveneens kunnen bevelen dat de beslissing aan den buitenkant der verkoopinrichtingen aangeplakt en door middel der dagbladen bekendgemaakt worde; alles op koste van deze personen; deze maatregelen zullen nooit bij voorraad uitvoerbaar zijn.

ART. 11.

De handelsrechtbanken zijn in alle

tous les cas exclusivement compétents pour connaître de toutes les contestations relatives à la présente loi.

gevallen uitsluitend bevoegd om kennis te nemen van de betwistingen betreffende deze wet.

ART. 12.

Un arrêté royal déterminera la forme, les conditions et le coût des publications à faire par le *Moniteur belge* au sujet des avis relatifs aux instances.

ART. 12.

Een Koninklijk besluit zal den vorm, de voorwaarden en den prijs vaststellen van de bekendmakingen door den *Moniteur belge* te doen aangaande de berichten die op de rechtsgedingen betrekking hebben.

Donné à Bruxelles le 9 juillet 1926.

Gedaan te Brussel, de 9 Juli 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

EM. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

PAUL HYMANS.

*Le Ministre des Finances
et Ministre des Colonies,*

*De Minister van Financiën
en Minister van Koloniën,*

B^{on} HOUTART.

*Le Ministre de l'Agriculture
et Ministre des Travaux publics,*

*De Minister van Landbouw
en Minister van Openbare Werken,*

H. BAEELS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail et
de la Prévoyance Sociale, | De Minister van Nijverheid, Arbeid en
Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.